

Chronique 167

Une foule d'outils pour mieux comprendre les enjeux de la résilience des territoires... et être davantage acteur.trice de la Transition



Hello les ami.e.s, je vous espère toutes et tous en grande forme pour attaquer un été qui s'annonce chaud chaud chaud tant sur le front du climat en général que du climat politique en particulier car on ne peut pas dire que l'heure soit à la recherche d'apaisement pour se concentrer sur les vrais sujets. Cela s'appelle l'inaction et a d'ailleurs un coût que le club STEP (Synergies pour la Transition Energétique par la Planification) dont l'ADEME -notre agence nationale de la Transition écologique- fait partie, permet de calculer pour chaque territoire... cela pour mettre au contraire en évidence les bénéfices de l'action, si tenté qu'il soit encore besoin de démontrer que oui, il faut se bouger, et vite (<https://www.alec-mb33.fr/calculer-le-cout-de-linaction-oui-mais-comment/>).

Donc agir, oui agir il faut mais ce qui frappe c'est donc le retard pris et maintenant à la fois un foisonnement d'initiatives, chacun y allant de son paradigme pour sa petite révolution et d'outils dédiés. Ce qui frappe aussi, c'est combien certains sujets demeurent sous-représentés par rapport aux besoins réels alors que d'autres accaparent non seulement l'attention et partant l'action. Pour suivre de près tous ces sujets depuis des années, je demeure en effet sceptique et inquiète face notamment à la sous-représentation des questions liées à l'alimentation par rapport au numérique. Jusqu'à nouvel ordre, on ne va pas manger des ordinateurs, tout le monde sait que ce n'est pas vraiment recommandé pour être en bonne santé, donc je ne comprends toujours pas pourquoi, dit autrement qui aurait intérêt, à suivre le mouvement qui consiste à accorder tant d'importance à un domaine accessoire alors que l'essentiel n'est toujours pas assuré. Après, on pourra dériver tranquillement vers le sécuritaire, n'empêche que la base de la base de la protection des populations n'est pas assurée par les pouvoirs publics, à commencer par les élus à la tête la plus suprême de l'Etat (lesquels ne se privent pas, car eux n'en sont pas privés, de bien manger 3 fois par jour alors que tout le monde ne peut pas en dire autant dans le pays qu'ils ont en charge).

Bon, cela étant dit, comment se repérer dans la jungle des outils qui sont donnés aux collectivités locales pour devenir actrice d'un changement nécessaire ? Vous savez que cette réflexion sur l'outillage en matière de politiques publiques est une constante de LocoBio tout comme l'information citoyenne pour que chacun.e soit en capacité de comprendre les enjeux globaux de même qu'à son échelle de vie quotidienne et puisse ainsi (re)trouver une capacité d'action. Celle-ci peut passer par l'interpellation des élus locaux et nationaux ou la participation à des groupes de travail quand des projets notamment d'urbanisme si sensibles au regard de la question alimentaire sont sur le feu. J'ai fait des recherches et en voici le fruit pour ce qui a trait, donc, aux préoccupations continues de LocoBio, à savoir l'agriculture, l'alimentation et la santé. La liste n'est donc pas exhaustive et vous pouvez d'ailleurs utiliser locobio@gmail.com pour apporter votre pierre à l'édifice. Il y a d'abord des outils on dira généraux afin de déterminer les priorités en matière de résilience de votre territoire. Je pense en particulier à la boussole de la résilience (<https://www.cerema.fr/fr/actualites/boussole-resilience-adaptation-territoires-mode-emploi-du>) qui met en évidence 6 principes parmi lesquels la « sobriété et la satisfaction des besoins essentiels » et incite donc à utiliser des leviers qui appartiennent à ce champ pour progresser en matière de durabilité. Il faut savoir qu'un autre outil « méta » au sens de global par contraste avec les questions plus strictement liées à l'alimentation est la TACCT (<https://tacct.ademe.fr/>). Cela signifie « Trajectoires d'adaptation au changement climatique des territoires » et c'est l'ADEME qui propose d'accompagner les collectivités du diagnostic de vulnérabilité jusqu'à l'évaluation du plan d'action. Forcément cela concerne des sujets chauds comme l'alimentation via l'agriculture et l'occupation des terres, notamment à travers les SCOT (Schéma de COhérence Territoriale, qui n'a souvent de cohérent que le nom malheureusement malgré bien des mobilisations citoyennes méprisées voire réprimées beaucoup plus en phase avec la réalité des besoins communs de base).

Pour rentrer plus dans le vif du sujet « alimentation territoriale », puisque c'est ainsi qu'il apparaît souvent répertorié et c'est d'ailleurs à la fois une chose curieuse tant l'alimentation est de fait mondialisée beaucoup à cause de choix politiques passés et présents irresponsables mais aussi aujourd'hui davantage pensée à l'échelle locale,

donc à ce sujet on peut aussi recourir à divers outils. L'espace manquant de plus en plus, il est tout d'abord judicieux de se préoccuper de l'utilisation de lieux délaissés à la fois matériellement et symboliquement, parfois pour des raisons de pollution elle aussi irresponsable. Plutôt que d'ignorer la question ou de ne l'appréhender que par le biais du coût, l'ADEME propose la méthode Benefriches pour valoriser ce qui ne peut désormais plus être perdu et notamment pour cultiver soit à même le sol soit en bacs : <https://librairie.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/3772-evaluer-les-benefices-socio-economiques-de-la-reconversion-de-friches-pour-lutter-contre-l-artificialisation-outil-benefriches.html>. Il existe aussi ce service public gratuit <https://urbanvitaliz.fr> qui aide à lever les blocages en matière de recyclage des fonciers artificialisés. Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une prise de conscience certes encore insuffisante concernant l'artificialisation des sols et sur la politique gouvernementale de zéro artificialisation (<https://www.strategie.gouv.fr/publications/objectif-zero-artificialisation-nette-leviers-protger-sols>) dont on espère qu'elle ne sera pas prise de cours par l'éternel problème : l'obésité grandissante du tissu urbain, ce qui va bien au-delà de la stricte croissance des villes puisque par exemple quand une autoroute pas forcément utile est construite, cela signifie aussi la construction de sorties avec souvent des centres commerciaux, de nouveaux foyers de peuplement, autant dire la poursuite d'une vraie catastrophe écologique pour notre espèce et toutes les autres du vivant avec qui nous sommes censés vivre plus harmonieusement. Toujours plus en lien avec l'alimentation, et il en a déjà bien sûr été question dans des chroniques dédiées, il faut mentionner à nouveau le remarquable travail réalisé par Les greniers d'abondance avec la mise au point du calculateur CRATER (<https://crater.resiliencealimentaire.org>) qui permet de dresser un diagnostic et d'établir une perspective en matière de transition agro-alimentaire. Connaissant mon fort penchant pour l'agriculture urbaine et la justice sociale, vous ne serez pas étonnés que je pointe le travail également remarquable de l'AFAUP (Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle) qui a récemment publié un rapport sur ce type d'agriculture et le logement social (<https://www.afaup.org/wp-content/uploads/2022/10/LIVRABLE-Les-organismes-Hlm-acteurs-de-lagriculture-urbaine-2.pdf>). On pourrait penser ce genre d'action mineure au regard des enjeux et estimer le lien entre citoyens via le fait de cultiver, récolter voire manger ensemble secondaire. S'il est clair que cela ne suffira pas, on peut aussi renverser le problème afin de renverser la tendance et multiplier ce type de lieux qui, à leur petite échelle, produisent beaucoup d'éléments de base de notre alimentation (légumes, fruits, œufs, voire viande...). On voit bien que les politiques, surtout ceux (peu de "celles") au niveau national, dans les ministères et encore plus haut, n'y connaissent rien en matière de jardinage, sont totalement déconnectés. Car s'ils voyaient -ne serait-ce que voir, ne parlons pas de jardiner allons quelle folie!;- la générosité, oui la générosité de la terre, sans doute leur optique et leur comportement changeraient.

Je termine ce bref tour d'horizon par une évolution positive, à saluer comme telle. La santé est en effet de plus en plus l'objet de recherches en lien avec l'agriculture et l'alimentation. A ce titre, l'EHESP (Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique) et l'Université de Rennes sont en pointe -vive la Bretagne, on ne le dira jamais assez:)-, comme vous pouvez le constater à la lecture des axes qui occupent leurs efforts : <https://www.ehesp.fr/recherche/domaines-de-recherche>. Une connection, en l'occurrence bénéfique, s'est vraiment produite ces dernières années pour que la matière grise participe à l'élaboration de politiques publiques, notamment à l'échelle locale. Cela constitue un signe encourageant, surtout après la période du Covid qui a

surtout été synonyme de gestion sans aucune anticipation et de nature surtout répressive. Ici, en particulier avec le guide Isadora, il s'agit de contribuer à un urbanisme soutenable (<https://www.ehesp.fr/2020/06/04/guide-isadora-l-ehesp-etoffe-son-corpus-d-outils-sur-le-theme-urbanisme-favorable-a-la-sante>). A noter que l'agriculture urbaine -yes!- compte parmi les préconisations de cet ouvrage ainsi que vous pouvez vous en instruire ici : https://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2020/06/F_13_Agriculture-urbaine-Isadora-web.pdf. Cela correspond à la tendance à un élargissement de la notion de santé plus en phase avec le réel, à savoir qu'il ne s'agit plus seulement de la mesurer en termes de maladies mais de prévention de celles-ci et même de lien social. Ouf, on dirait que nous sommes enfin sur le bon chemin, celui d'une conception systémique et intégrative des choses !

Bon, je vous laisse plâner dans ce vent d'optimisme. A la prochaine, pour la suite de nos aventures transitionnelles !

Citoyennement vôtre,

©Yolaine de LocoBio,

Avril 2023